

LE JOUR

D'ALGERIE

210 nouveaux cas et 6 morts en 24 heures

Virus : Les contaminations continuent de baisser

Page 2

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 5176 - Dimanche 20 septembre 2020 - Prix : 10 DA

Marché des fruits et légumes

Une légère baisse des prix mais...

Page 16

Même si la date exacte de la rentrée n'a pas été fixée

Les articles scolaires envahissent les marchés à des prix élevés

Page 16

L'annonce faite par el-Serraj

Par Mohamed Habili

Fayaz el-Serraj se dit prêt à quitter son poste de chef du Gouvernement d'Union nationale, et cela dès la fin octobre, si le dialogue en cours entre les parties libyennes débouche sur la désignation d'un nouveau Conseil présidentiel. Il faut saluer cette intention, parce que ce n'est pas tous les jours qu'on voit dans notre région un dirigeant montrer une disposition de cette nature. Cela dit, il faut faire attention à ne pas lui accorder plus d'importance qu'elle n'en a en réalité. En particulier, par son entremise, el-Serraj n'a pas fait savoir qu'il quittait la scène au plus tard à la fin d'octobre, ce qui autant dire est demain, mais seulement qu'il accepterait cette idée si les conditions essentielles de son retrait étaient réunies. Pour juger de la faisabilité ou non de son départ, ce n'est pas donc ce qu'il en dit lui-même qui importe le plus, mais ce à quoi il le subordonne et qui ne dépend pas de lui. S'il avait fait savoir que sa décision était prise, qu'il démissionnerait à la fin du mois prochain, dans tous les cas de figure, que le dialogue interlibyen ait ou non suffisamment avancé pour permettre la mise en place d'un nouveau Conseil présidentiel, dans ces conditions oui, il serait à prendre au sérieux. Son départ serait certain ou quasiment. Mais telles n'ont pas été ses paroles, ni par conséquent son propos. Vu la condition qu'il a posée, à l'évidence irréalisable dans le court terme, il ne serait pas même faux d'affirmer qu'en fait ce qu'il a annoncé, ce n'est pas qu'il s'en allait mais qu'au contraire il restait.

Suite en page 3

Prenant à témoin la baisse de tension sur les hôpitaux

Covid : Benbouzid tacle ceux qui doutent de la véracité des chiffres



Ph/D. R.

«Tous ceux qui ont encore des doutes sur les chiffres (avancés par son département) de la pandémie de coronavirus n'ont qu'à se rendre eux-mêmes dans les différents services dédiés pour constater de visu qu'il n'existe pas de tension». C'est la réponse de Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, aux rumeurs remettant en cause l'exactitude des bilans communiqués quotidiennement sur le développement de la situation épidémiologique du Covid-19 dans le pays.

10 millions de dollars transférés à un cabinet de lobbying américain

Ouverture d'une information judiciaire contre Ali Haddad

Page 16

Référendum sur la Constitution

Charfi : «Sensibiliser le citoyen au droit au vote sans s'immiscer dans son choix»

Page 3

Prenant à témoin la baisse de tension sur les hôpitaux

Covid : Benbouzid tacle ceux qui doutent de la véracité des chiffres

■ «Tous ceux qui ont encore des doutes sur les chiffres (avancés par son département) de la pandémie de coronavirus n'ont qu'à se rendre eux-mêmes dans les différents services dédiés pour constater de visu qu'il n'existe pas de tension». C'est la réponse de Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, aux rumeurs remettant en cause l'exactitude des bilans communiqués quotidiennement sur le développement de la situation épidémiologique du Covid-19 dans le pays.

Par Lynda Naili

A ce titre, lors de sa visite d'inspection à l'Hôpital Nefissa-Hamoud (ex-Parnet), Alger, le P Benbouzid, s'adressant à ceux qui ne croient pas à la réalité des statistiques divulguées au quotidien par le D Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, rétorquera : «Tous ceux qui ont encore des doutes sur les chiffres (avancés de la pandémie de coronavirus n'ont qu'à se rendre eux-mêmes dans les différents services dédiés pour constater de visu qu'il n'existe pas de tension». Dans ce contexte, Benbouzid, évoquant la situation sanitaire au pays, a maintenu que celle-ci, après avoir connu une augmentation du nombre de cas de contamination, est désormais «stable». En effet, la centralisation et l'interdiction de publier au niveau local les bilans journaliers de l'évolution de la pandémie de Covid-19 a fait que la réalité des chiffres officiels est régulière-

ment contestée et mise à mal, aussi bien lors des périodes qui ont enregistré des pics que ces derniers jours où les contaminations ont entamé leur courbe décroissante. D'une manière ou d'une autre, des voix s'élèvent, sur les réseaux notamment, pour discréditer les chiffres annoncés.

Apparavant, à l'entame de sa visite à l'Hôpital Nefissa-Hamoud (ex-Parnet), à Alger, le ministre de la Santé, accompagné notamment de Smail Mesbah, ministre délégué en charge de la Réforme hospitalière et également membre du Comité scientifique en charge de la lutte contre le coronavirus au ministère de la Santé, ainsi que du wali d'Alger, Youcef Chorfa, a annoncé la reprise progressive des activités au niveau de certains blocs chirurgicaux en charge d'autres pathologies plus courantes. Une annonce faite en inspectant les différents services, les salles de soins et autres blocs opératoires dudit hôpital. En outre, constatant l'état d'avancement des travaux de réhabilitation et d'équipement du service des Urgences infantiles dudit hôpital, il appellera à l'accélération de la cadence des travaux et fera savoir que les différents hôpitaux de la capitale seront eux aussi progressivement réaménagés et dotés de nouveaux services des urgences répondant aux attentes des citoyens, et ce, «en vue de soulager la pression sur les structures existantes». En outre, Benbouzid recommandera aux responsables des urgences de créer des salles d'attente ainsi qu'un



couloir d'entrée spécial aux porteurs du virus qui soit indépendant de l'entrée empruntée par les autres malades, et ce, pour éviter les risques de contamination en milieu hospitalier par contact humain. Par ailleurs, il indiquera que les hôpitaux Mustapha-Pacha et Nefissa-Hamoud seront prochainement dotés d'équipements médicaux hyper sophistiqués, de dernière pointe, avant de généraliser cette opération à l'ensemble des structures hospitalières du pays. Ceci étant, Benbouzid évoquera également «la possibilité pour l'Hôpital Nefissa-

Hamoud d'endosser certaines spécialités supplémentaires». Notons que tout au long de sa visite, le P Benbouzid n'aura pas manqué de réitérer son hommage aux différents per-

sonnels de la santé «mobilisés» dans la lutte quotidienne contre la pandémie de coronavirus.

L. N.

Présidence Abdelmadjid Tebboune préside aujourd'hui la réunion du Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune préside, aujourd'hui, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera demain dimanche 20 septembre 2020 la réunion périodique du Conseil des ministres», a-t-on précisé de même source. Cette réunion, qui se tiendra au siège de la Présidence de la République, sera consacrée à «l'examen de nombre de dossiers relatifs aux secteurs des Mines, de la Santé, des Finances et de l'Agriculture», a conclu le communiqué.

R. N.

Regards

Mourad Hadjersi

La reprise des cours dans nos universités, entamée hier, devrait être une véritable amorce de la reprise graduelle d'une vie sociale proche de la normale dans cette atmosphère de pandémie mondiale. A l'image d'autres pays, chacun à son propre rythme, l'Algérie entame cette reprise, avec d'autres qui vont suivre, avec certaines précautions. Il était pratiquement évident que le retour aux amphes n'allait pas trop tarder, notamment avec le premier test, plus ou moins réussi, engagé par les autorités durant le mois d'août en autorisant les estivants à fréquenter les plages de notre littoral.

Avec la stabilisation du bilan quotidien des nouveaux cas atteints de Covid-19 à un niveau loin d'être alarmant, ce qui veut dire «maîtrisable» pour les autorités sanitaires, le retour à un rythme normal de toutes les activités est devenu une évidence mais qui exige, en même temps, une attitude en alerte constante. Un bon nombre de pays ayant tenté ce retour précipité à la normale se sont

Rentrée universitaire Un test grandeur nature

vus contraints de revenir rapidement à la fermeture des écoles et dans certains cas à des confinements localisés. C'est pour dire que ce processus est loin d'être aisé et que nos autorités sont dans l'obligation de procéder par étapes. D'ailleurs, c'est pour cette raison que le Chef du gouvernement ainsi que les autorités sanitaires ne veulent pas, jusqu'à ce jour, se prononcer sur la date exacte de la rentrée pour tous les autres paliers inférieurs de la scolarité. C'est dans ce contexte que s'inscrit cette reprise dans le milieu étudiant comme un test avant d'envisager une quelconque décision «aventureuse».

Ainsi, la rentrée universitaire sera cette année un double défi, sur le plan sanitaire, en premier lieu, et dans lequel les responsables du secteur ainsi que les équipes médicales en assistance devront gérer le flux des étudiants tout en restant en éveil. En parallèle à ce défi, viendra le volet organisationnel, notamment celui inhérent au transport, qui pour le moment ne peut être assuré que par les moyens des œuvres. L'ouverture des lignes des transports publics elle-même

devrait se faire aussi de manière graduelle, ce qui risque de compliquer, à un certain degré, cette reprise des cours. Une souplesse dans la gestion s'impose du côté de l'Administration universitaire comme une compréhension et coopération du côté des étudiants est à espérer. En fait, c'est un effort collectif qui va peser sur la suite et surtout conditionner l'allègement des protocoles sanitaires, étape par étape, dans les autres secteurs.

Après la réussite de l'organisation des examens du baccalauréat, la semaine dernière, le monde de l'Education nationale se prépare ainsi à la phase post-pandémie, et la rentrée universitaire constituera, par sa réussite, une sorte de «tête de pont» dans les champs de vie après-Covid-19 pour que les activités reprennent, l'une après l'autre. Le monde de l'économie, notamment celui lié dans ses relations avec l'extérieur, devra attendre l'évolution de la pandémie dans les autres pays, une question d'adaptation aux facteurs exogènes.

M. H.

210 nouveaux cas et 6 morts en 24 heures Virus : Les contaminations continuent de baisser

L'ALGÉRIE a enregistré 6 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 1 cas de plus que la journée d'hier (5), portant à 1 665 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse avec 210 cas, soit 9 cas de moins par rapport à hier (219), pour atteindre au total 49 623 cas confirmés.

R. N.

Révision du code électoral

Le Président Tebboune installe la commission chargée du projet

■ Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a installé, hier, la Commission nationale chargée du projet de révision du code électoral.

Par Louisa A. R.

En effet, les membres de la Commission nationale chargée d'élaborer le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral ont été installés hier par le Président Tebboune, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de la Présidence. La Commission est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement urbain, et de sept professeurs en droit issus des universités d'Alger, Tizi Ouzou, Sétif, Oran, Tiemcen, Sidi Bel-Abbès et du Centre universitaire de Tipaza.

Cette instance est présidée par Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU, tandis que Walid Lagoune occupera le poste de rapporteur. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie d'installation, le président de la Commission, Ahmed Laraba, a réitéré, en son nom et au nom de la Commission, ses



Ph. > D. R.

remerciements au Président Tebboune «pour la confiance placée en sa personne». La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la Présidence en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Noureddine

Baghdad Daidj, du ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, du ministre conseiller de la Communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaid, du conseiller près le président de la République, chargé des Affaires juridiques et

judiciaires, Boualem Boualem. Pour rappel, la révision de cette loi organique fait partie des 54 engagements électoraux pris par le Président Tebboune, lors de la campagne électorale pour la présidentielle du 12 décembre 2019.

L. A. R.

Référendum sur la Constitution

Charfi : «Sensibiliser le citoyen au droit au vote sans s'immiscer dans son choix»

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi, a fait savoir que la mission de son organe consistait à «sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit de vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix». Dans une déclaration à l'APS, M. Charfi a précisé que l'action de sensibilisation figurait parmi les principales prérogatives de l'Anie, affirmant que «notre travail consiste à sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit au vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix». Evoquant le volet encadrement de cette consultation populaire, M. Charfi se félicite de l'esprit patriotique dont fait preuve le peuple algérien quant à ce rendez-vous important qui s'inscrit dans le cadre de «la dynamique du changement inclusif». Suite à la convocation, mardi dernier par le président de la République, du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'Anie a annoncé la période de révision exceptionnelle des listes électorales, devant commencer aujourd'hui et durer jusqu'au 27 du même mois. A noter qu'une campagne de sensibilisation sur ce projet national sera égale-

ment lancée aujourd'hui. Plus précis, M. Charfi a fait part des préparatifs en cours pour le référendum populaire, indiquant qu'il serait probablement possible de s'inscrire aux listes électorales à distance au lieu d'y procéder à l'ancienne. «Nous envisageons probablement de lancer l'opération d'inscription pour la première fois à distance, d'ailleurs le staff technique de l'Anie travaille sur cette option et nous nous efforçons d'y parvenir», a-t-il souligné, estimant que dans le cas où il ne sera pas possible de mener à bien cette démarche lors de ce référendum, cette alternative sera appliquée durant les prochaines législatives. De surcroît, le nombre des «membres du secrétariat» bénévoles, inscrits durant les trois derniers jours via internet a atteint 1 000 personnes/jour, et ce, en dépit de l'instabilité du réseau internet durant cette période en raison de l'examen du baccalauréat, a-t-il expliqué. Il s'agit bel et bien de jeunes Algériens, parmi les étudiantes et étudiants qui représentent «une réserve démocratique» ayant pour mission de «combler tout manque en ressources humaines destinées à encadrer le processus électoral et préserver la voix des citoyens le jour J». Revenant sur les préparatifs menés par l'Anie au sujet du référendum, M. Charfi a assuré que son organe était «fin prêt»

pour ce rendez-vous, après avoir pris les choses en main dès l'annonce par le président de la République de son agenda politique et sa volonté d'opérer un amendement de la Constitution. La démarche de l'Anie «n'a cessé d'avancer malgré la crise sanitaire du fait du Covid-19, laquelle a, certes, ralenti le rythme des préparatifs», a-t-il révélé.

Améliorer la performance durant le processus électoral, un objectif à atteindre par l'Anie

L'élection présidentielle du 12 décembre dernier a été la première épreuve de l'Anie, qui lui a permis par la suite d'acquiescer une expérience dans les divers aspects du processus électoral. L'Anie est «prête» à organiser et encadrer ce référendum populaire et «aspire actuellement à améliorer sa performance», a souligné M. Charfi. Le prochain référendum a pour objectif d'«approfondir la dynamique de changement amorcé par le Hirak populaire qui a abouti à une élection présidentielle qui a été sanctionnée par un président élu démocratiquement», a-t-il dit, ajoutant que ce changement «se poursuit de manière approfondie à travers l'approbation d'une révision constitutionnelle» qui se prépare dans «un climat serein», ce qui constitue «un accord proprement dit». Il a

également évoqué la constitutionnalisation de l'Anie qui permet de «renforcer l'indépendance de cette organe qui régit et organise les différentes échéances cruciales, tout en les mettant à l'abri de toutes éventuelles transitions politiques». A une question sur la commission gouvernementale chargée d'assister l'Anie pour l'organisation du référendum sur la révision constitutionnelle et l'éventualité de la remise en question de l'indépendance de l'Autorité suite à la création de cette commission, M. Charfi a souligné que ce mécanisme «n'a aucun lien avec l'organisation», l'acte électoral relevant exclusivement de l'Autorité. Rappelant que la loi autorise l'Autorité à accéder à tous les moyens matériels pour lui permettre d'accomplir pleinement ses missions, M. Charfi a indiqué avoir proposé au président de la République de «tenir l'autorité loin de toutes les préoccupations liées aux aspects matériels qui pourraient la détourner de sa principale mission qui est d'organiser le référendum et veiller sur la régularité de l'opération de vote». A cet effet, le président de la République a instruit le gouvernement de mettre en place les mécanismes à même de mener à bien cette démarche, à travers la création du mécanisme sus-indiqué, selon M. Charfi. Dans le cadre de ce mécanisme, une coordination est établie avec les secrétaires généraux des ministères concernés par le prochain référendum

LA QUESTION DU JOUR

L'annonce faite par el-Serraj

Suite de la page une

Il y a fort à parier en effet que d'ici la fin octobre les négociations libyennes n'auraient pas progressé de beaucoup par rapport à leur état actuel. On ne peut même pas exclure qu'elles se soient arrêtées. A en juger par l'aspect qu'elles offrent pour l'heure, c'est d'ailleurs à cela qu'il faut s'attendre le plus. Mais il y a plus et plus sérieux pour douter de l'intention d'el-Serraj. Il y a en effet que l'objectif des négociations n'est pas le remplacement d'un Conseil présidentiel par un autre, mais de faire retrouver à la Libye son unité politique et territoriale. On ne peut dire du dialogue qu'il a abouti que dans la mesure où il n'a rien laissé des accords de Sekhirat. Dès lors on s'explique la déclaration d'el-Serraj. Le fait est qu'on s'est mépris sur le dialogue en question. On a cru qu'il s'agissait de celui qui se tenait sous l'égide des Nations, soit à Bouznika, soit au Caire, soit ailleurs. Alors que celui dont lui-même avait en vue selon toute apparence ne concernait que les factions se trouvant à Tripoli. Ce n'est en effet qu'à Tripoli, au sein du gouvernement de Tripoli, qu'il peut être question de remplacer un Conseil présidentiel par un autre. Ou plus précisément un président de ce conseil par un autre. Par exemple, un Fayaz el-Serraj par un Fathi Bachagha, d'autant qu'une mésentente a surgi entre eux et qu'elle s'est résolue en faveur de ce dernier. Il est ministre de l'Intérieur dans le même gouvernement, et néanmoins l'homme sinon le chef de la principale force armée en Tripolitaine, la milice de Misrata. Limité à ce domaine de définition, le propos d'el-Serraj s'en trouve décodé, restauré en langage clair, compréhensible y compris par les non-initiés. C'est son auteur qui s'adresse au président turc pour lui dire qu'il est prêt à démissionner si tel est son désir. Ce à quoi Erdogan répond, mais en langage chiffré, qu'il regrette sa décision mais qu'il la respecte.

M. H.

pour cerner les besoins matériels et structures administratives mis à la disposition de l'Autorité durant cette période, ajoutant que «le budget consacré à ce rendez-vous a été fixé». M. Charfi a cité, à titre d'exemple, le protocole sanitaire relatif au référendum du 1^{er} novembre prochain, d'où le recours au ministère de la Santé pour assurer les ressources humaines, à savoir le personnel des corps médical et paramédical ainsi que les ressources matérielles pour la mise en application de ce protocole. La création de ce mécanisme qui intervient à la demande de l'Anie vise à «rationaliser les dépenses de l'Etat durant les différentes opérations du processus électoral».

A. S.

Chanegriha au sujet du référendum sur la Constitution

Une «étape cruciale» dans le processus d'édification de la nouvelle Algérie

■ Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a qualifié, hier à Oran, le référendum sur la Constitution, prévu le 1^{er} novembre prochain, d'«étape cruciale» dans le processus d'édification de la nouvelle Algérie, affirmant la disponibilité du Haut Commandement de l'Armée à faire de ce rendez-vous électoral une «réussite totale», indique un communiqué du ministère de la Défense.

Par Maya G.

«/ I m'appartient d'indiquer en cette occasion, alors que nous nous approchons

Pôle universitaire de Laghouat Benziane inaugure plusieurs infrastructures scientifiques

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a inauguré, hier, plusieurs infrastructures universitaires, dont une plateforme des technologies d'analyses physico-chimiques, au pôle universitaire de Laghouat. La plateforme, dont le coût de réalisation s'élève à 294 millions DA et d'équipement à 1,2 milliard DA, sera encadrée par un corps enseignant composé de 250 universitaires et chercheurs, a indiqué le recteur de l'Université de Laghouat, Djamel Benbartal. La plateforme des technologies d'analyses physico-chimiques contribuera à une amélioration qualitative des recherches scientifiques, a-t-il affirmé.

Le ministre a inauguré également un groupe de 14 laboratoires scientifiques de tous domaines confondus. Ce projet scientifique, qui a nécessité une enveloppe de plus de 500 millions DA, est doté de divers moyens et équipements scientifiques, d'une résidence équipée destinée aux chercheurs, ainsi que d'un restaurant de 120 places. Aussi, le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la wilaya de Laghouat a été renforcé par une unité de recherches en plantes médicinales, un groupe administratif, une bibliothèque centrale de 600 places et une Maison de l'entrepreneuriat. M. Benziane a, à cette occasion, suivi un exposé sur un projet de réalisation de 8 000 places pédagogiques, dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 85 %. Le ministre devait animer, au terme de sa visite dans la wilaya de Laghouat, une rencontre d'orientation, par visioconférence, au profit de la famille universitaire à travers le pays, et ce, à l'occasion de la reprise des activités pédagogiques.

Naim B.

d'une échéance électorale capitale, à savoir le référendum populaire sur le projet de la nouvelle Constitution, prévu pour le 1^{er} novembre prochain, que ce rendez-vous électoral constitue une étape cruciale dans le processus visant à tracer les repères du nouvel Etat algérien, comme l'a promis Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa campagne électorale», a-t-il indiqué dans une allocution d'orientation prononcée à l'occasion de l'installation officielle du nouveau Commandant de la 2^e Région militaire. Le chef d'état-major de l'ANP a rappelé, à l'occasion, que l'organisation de ce référendum vise à «concrétiser les attentes légitimes des générations de l'indépendance, qui ont exprimé en toute spontanéité et avec une clarté totale, leurs espoirs de bâtir une Algérie nouvelle, Etat de droit, érigée sur de solides fondements, dont la justice, l'équité et l'égalité des chances entre les enfants de la même patrie seraient les piliers,



P.V.D. R.

et où l'on aspire, avant toute chose, à l'intérêt suprême de la patrie», précise la même source.

Il a affirmé, à ce titre, que «le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire fournira tous

les efforts nécessaires afin de faire de cette étape cruciale une totale réussite, en soutenant entièrement les démarches des institutions de l'Etat visant à atteindre de nouveau la renais-

sance et le progrès de l'Algérie, grâce au plus dévoués et intégrés parmi ses fils, en particulier les jeunes qui sont l'atout de la nation, en tout temps».

M. G.

Pénétrante autoroutière de Béjaïa La jonction du tube Est du tunnel de Sidi-Aïch est achevée

Les travaux de creusement du tube Est du tunnel de Sidi-Aïch sont achevés à 100 %. Il reste le deuxième tube dont «les travaux pourraient être achevés dans deux mois environ», selon la cellule de communication de la wilaya qui se réfère à la déclaration du wali faite lors d'une sortie d'inspection effectuée en fin de semaine dernière. Selon ce dernier, «il reste environ 130 m du deuxième tube». Les équipes de CRCC arrivent à creuser environ 2m par jour par moments, selon la nature géologique du sol qui est parfois très dur en dépit des appareils et engins sophistiqués utilisés dans ce type de travaux. S'agissant du tube déjà fini, «l'entreprise chinoise CRCC va, incessamment, entamer les travaux de bétonnage», a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : «CRCC a déjà introduit une commande pour l'acquisition des équipements nécessaires dont la majorité est disponible

en Algérie». «Certains équipements sont déjà acquis et CRCC a opté pour le made in Algérie en ce qui concerne les équipements disponibles ici», a-t-on appris. Il reste 9 grands ouvrages d'art à ériger sur les 21 déjà construits. L'entreprise chinoise a déjà renforcé ses chantiers en main-d'œuvre et en machines, afin de hâter un tant soit peu les travaux. Notons que la section Amizour-Takarizet, soit entre le PK 22 et le PK 48, est en cours de réalisation et les travaux ont atteint un taux d'avancement de 50 %. Les procédures d'expropriation sont terminées et la section PK 22 à PK 32, située entre El-Kseur et Amizour, va bientôt être lancée. Par ailleurs, une nouvelle variante a été réalisée en ce qui concerne la section située entre le port de Béjaïa et le PK 11 sur 11km, à hauteur d'Oued-Ghir, à cause des tassements, des terres inondables, terres agricoles, etc. C'est une variante optimale et sécuritaire ren-

due nécessaire à cause des problèmes géotechniques aussi. «Cette variante avait été décidée suite à de nombreuses réunions techniques entre les différents responsables du projet et les autorités de wilaya», a-t-on appris. «Son impact financier est lourd», précise-t-on. Le ministère concerné a déjà été saisi afin de débloquer une enveloppe financière à cet effet. Elle sera réalisée sur 6 km d'ouvrages d'art afin d'éviter les terrains inondables, les crues de l'Oued Soummam et les terrains agricoles, a-t-on expliqué. S'agissant de la section d'Oued-Ghir, soit le PK 11 jusqu'au PK 22 sur 11km, 5 km sont achevés. Il reste le PK 11 au PK 16 dont l'étude est finalisée. Avec la fin des travaux de la section située entre Amizour et Takarizet sur 22 km et la section de Oued El-Kseur, on aura gagné plus de 30 km de cette autoroute et les automobilistes auront à contourner les villes de Takarizet et Sidi-Aïch.

Hocine Cherfa

Complexe Sider El Hadjar Remise en service du haut fourneau n° 2

Le haut fourneau n° 2 du complexe Sider El-Hadjar (Annaba) a été remis en service vendredi, après un arrêt d'activité de six mois en raison des mesures préventives imposées par la pandémie de coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué à la cellule de communication du groupe industriel public Imital.

Le coup d'envoi de la remise en service du haut fourneau n° 2 a été donné en application des directives du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et du ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, lors de leur dernière

visite (13 septembre courant) au complexe Sider El Hadjar afin de relancer l'activité économique dans cette méga unité industrielle et revaloriser l'industrie sidérurgique en Algérie, a-t-on précisé dans un communiqué d'Imital.

«La remise en service du haut fourneau n° 2 a eu lieu en début de cet après-midi, en présence du président-directeur général du complexe Imital, Tarik Bouslama, des cadres du complexe Sider et des représentants du partenaire social du même complexe», a-t-on détaillé, relevant que «les tests techniques,

précédant cette remise en service, lancés depuis quelques jours ont été concluants».

A rappeler que la mise à l'arrêt du haut fourneau n° 2 a été décidée en mars dernier, dans le cadre des mesures imposées par les répercussions de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus.

Au cours de cette même période, les unités de production ayant recours aux demi-produits et celles chargées de la commercialisation du stock des productions du complexe Sider El Hadjar ont poursuivi leurs activi-

tés. Les responsables du complexe sidérurgique d'El-Hadjar tablent sur une production de 600 000 tonnes pour l'année en cours, laquelle devrait théoriquement augmenter en 2021 pour passer à 700 000 tonnes, avant d'atteindre le un million de tonnes à l'horizon 2023 grâce aux investissements destinés à augmenter le volume de la production annuelle du complexe et à répondre aux besoins du marché avec des matériaux industriels compétitifs, a-t-on souligné de même source.

Dilmi O.

Automobile

Une plateforme numérique de préinscription dédiée aux opérateurs

Une plateforme numérique pour la préinscription électronique des constructeurs automobiles et des concessionnaires de véhicules neufs sera lancée à partir d'aujourd'hui par le ministère de l'Industrie, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Par Lylia K.

«A partir de dimanche 20 septembre 2020, une plateforme numérique dédiée aux préinscriptions électroniques, conformément aux dispositifs régissant les activités de construction de véhicules et de concessionnaires de véhicules neufs, sera lancée», a fait savoir la même source. Selon le ministère, cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs régissant les activités de construction de véhicules et de concessionnaires de véhicules neufs, édictés respectivement par les décrets exécutifs 20-226 et 20-227 du 19 août 2020.

Dans ce cadre, «le ministère de l'Industrie invite les opérateurs intéressés à se présen-

ter, uniquement sur rendez-vous, au niveau du siège du ministère, pour procéder aux préinscriptions électroniques sur le portail dédié aux dispositifs».

Les opérateurs doivent être munis de leur pièce d'identité nationale, du statut de l'entreprise et du registre du commerce, le cas échéant, précise le communiqué.

Pour l'obtention du rendez-vous, «les opérateurs sont invités ainsi à s'inscrire via l'adresse mail info.dispositifs@industrie.gov.dz ou bien par téléphone», poursuit la même source.

L. K.



PH.D.R.

Pétrole

Les prix terminent en légère baisse

Les prix du pétrole ont légèrement baissé vendredi, mais restent à leur meilleur niveau depuis début septembre, au lendemain de la réunion mensuelle des ministres de l'Opep+ qui a permis de rassurer le marché.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a fini à Londres en baisse de 15 cents (-0,34 %) à 43,15 dollars.

A l'inverse, à New York, le baril américain de WTI pour octobre a grappillé 14 cents, à 41,11 dollars (+0,34 %). Depuis lundi, les deux cours de référence ont toutefois gagné aux alentours de 10 %, retrouvant des niveaux comparables à ceux constatés au début du mois de septembre. Après la réunion de l'Opep jeudi, qui a favorisé ce rebond des cours de l'or noir, l'annonce vendredi de la levée d'un blocus des ports en Libye a légèrement renversé la tendance. Cet analyste s'attend à ce que «clairement,

une grande quantité de pétrole revienne sur le marché à un moment où il y en a déjà beaucoup». Les prix du pétrole brut avaient ouvert en hausse à Londres vendredi après la réunion de l'Opep. Le ministre saoudien de l'Energie, Abdel Aziz ben Salmene, a insisté sur l'importance d'une conformité à 100 % des membres de l'Opep+ au regard de leurs quotas de production», a expliqué Al Stanton, analyste de RBC. Le demi-frère du puissant prince héritier Mohammed ben Salmene, chef de file de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a haussé le ton jeudi contre les mauvais élèves.

Deux d'entre eux, le Nigeria et l'Irak, sont régulièrement dans le collimateur et accusés de dépasser le niveau de production qui leur est assigné.

Pour Bart Melek de TD Commodities, «en plus d'exiger une compensation de la part

des tricheurs de l'Opep (...), la réunion a ouvert la porte à une réunion extraordinaire en octobre si les marchés du pétrole s'affaiblissent davantage». Selon l'analyste, cette initiative était de nature à rassurer, «le marché étant informé de la volonté de l'Opep de lutter contre l'impact du virus». «La surproduction cumulée a atteint 2,38 millions de barils par jour (mbj) de mai à août», a rapporté Stephen Brennock, de PVM, un surplus qui devra être compensé d'ici à décembre. «Comme prévu, l'alliance des producteurs n'a pas recommandé de modifier l'accord actuel», a également noté M. Brennock.

Les producteurs avaient décidé en avril de réduire leur production conjointe de 9,7 mbj aux mois de mai et juin afin de relancer des prix déprimés par la pandémie de Covid-19. Ils avaient par la suite décidé de progressivement réduire ces coupes.

Sérine N.

Après quatre cycles de baisse

La Banque de Russie maintient son taux directeur à 4,25 %

La Banque centrale de Russie a maintenu son taux directeur à 4,25 % par an après quatre cycles de baisse, selon un communiqué de presse publié à l'issue de son conseil d'administration de vendredi. «Le 18 septembre 2020, le conseil d'administration de la Banque de Russie a décidé de maintenir le taux directeur à 4,25 % par an. Ces derniers mois, les taux de

croissance des prix étaient globalement légèrement supérieurs aux attentes de la Banque de Russie», a fait savoir le régulateur. La dynamique des taux de croissance a été tirée par deux facteurs-clés : une reprise active de la demande après le verrouillage et l'affaiblissement du rouble en raison d'une volatilité généralement accrue sur les marchés mondiaux et de risques

géopolitiques plus élevés, a expliqué la Banque de Russie. Si la situation évolue conformément aux prévisions de référence, le régulateur examinera la nécessité d'une nouvelle réduction des taux directeurs lors de ses prochaines réunions.

«Dans sa prise de décision sur les taux directeurs, la Banque de Russie tiendra compte de la dynamique d'inflation réelle et

attendue par rapport à l'objectif et aux évolutions économiques sur l'horizon de prévision, ainsi que des risques posés par les conditions intérieures et extérieures et la réaction des marchés financiers», selon le communiqué de presse. Le conseil d'administration de la Banque de Russie tiendra sa prochaine réunion de révision des taux le 23 octobre prochain.

Anis D.

Chine

Hausse de la consommation d'électricité en août dans les différents secteurs d'activité

La consommation d'électricité en Chine, un baromètre-clé de l'activité économique, s'est encore améliorée le mois dernier grâce aux efforts du pays pour stimuler la croissance dans un contexte de ralentissement à cause du Covid-19. La consommation d'électricité a augmenté

de 7,7 % en glissement annuel en août, en hausse de 5,4 points de pourcentage par rapport à celle de juillet, a déclaré la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR) lors d'une conférence de presse. La consommation d'électricité des industries pri-

maire, secondaire et tertiaire a bondi respectivement de 12,1 %, 9,9 % et 7,5 %, par rapport à la même période l'année dernière, a indiqué la NDCR. Parallèlement, la production d'électricité par les principales entreprises industrielles du pays a augmenté de 6,8 % sur un an,

de 4,9 points de pourcentage supérieure au taux de croissance enregistré en juillet, selon les données. Au cours des huit premiers mois de l'année, la consommation d'électricité et la production d'électricité du pays ont augmenté respectivement de 0,5 % et de 0,3 %.

Agences

Céréales

Le blé à plus de 190 euros la tonne

LES PRIX du blé poursuivaient vendredi à la mi-journée leur hausse sur le marché à terme, soutenus par des prix russes en forte augmentation et une Bourse de Chicago dopée par les commandes chinoises de céréales et oléagineux.

Peu avant midi sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait d'un euro sur l'échéance de décembre à 192,75 euros, et de 75 centimes sur l'échéance de mars à 192,75 euros, pour plus de 16 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, grimpait d'un euro sur novembre à 172,25 euros et de 75 centimes sur l'échéance de janvier à 174 euros, pour plus de 500 lots échangés.

«Le marché à terme aujourd'hui réagit à une multitude d'éléments», selon les courtiers, évoquant notamment «les Chinois qui ont acheté beaucoup de soja et de maïs aux Etats-Unis, ce qui a fait se raffermir le marché américain à Chicago». «Du côté de la mer Noire, on a des agriculteurs qui font un peu de rétention», font observer les courtiers, soulignant par ailleurs des «difficultés d'acheminement de marchandises sur les places portuaires russes, pour les blés cultivés sur des terres éloignées, et une très, très grosse demande des pays de la Méditerranée».

R. E.

Cession des biens immobiliers de l'Etat et OPGI

Plus de 747 000 dossiers régularisés

■ Un total de 747 187 biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a été cédé jusqu'au 10 septembre courant, a indiqué, jeudi dernier, le ministre de l'Habitat, Kamel Nasri.

Par Maïssa B.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, le ministre a fait état d'«un total de 747 187 biens immobiliers cédés jusqu'au 10 septembre courant, sachant que l'opération se poursuivra et sera généralisée à tous les biens immobiliers appartenant à l'Etat et ceux gérés par les OPGI, en vertu du décret exécutif n° 18-135 du 4 juin 2018». Dans le cadre de la loi 81/01 portant cession de biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial, ou artisanal de l'Etat, des Collectivités locales des Offices de promotion et de gestion immobilière, le nombre des biens cédés a atteint 432 725 logements et 54 092 locaux. En vertu du décret exécutif n° 06-296 du 2 septembre 2006 fixant les conditions et les modalités de cession de biens immobiliers appartenant à l'Etat et à l'OPGI réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1^{er} janvier 2004, le nombre des logements cédés s'élève à 239 416, tandis que le nombre des locaux a atteint 20 954. Pour le ministre, l'opération de cession confiée aux commissions de daira et aux commissions relevant des OPGI a donné de bons résultats, au regard de la courte durée consacrée par ces commissions à l'opération de cession, notamment grâce à l'allègement des

procédures au profit des citoyens. Néanmoins, il a relevé que l'opération de cession, qui dépend aussi bien des OPGI que des services des Domaines de l'Etat, accuse parfois des retards en raison de la lenteur des opérations d'évaluation des biens immobiliers, objet de la cession, effectuées par les services des Domaines de l'Etat au niveau des wilayas, dans des délais qualifiés d'«inacceptables», au vu de la densité des travaux de ces directions de wilaya. Et d'ajouter que l'entrave principale empêchant les citoyens d'obtenir leurs titres de propriété réside dans la non-régularisation de la situation foncière (juridique et qualitative) relative aux projets de logement, objet de cession, ce qui requiert plus de temps afin que les mesures adéquates soient prises par les administrations concernées pour remédier à de telles situations. Selon le ministre, cette opération bénéficiant d'un «suivi permanent» des services du ministère est soumise à l'évaluation pour lever toutes les entraves.

Annulation d'un quota de logements AADL, Nasri s'explique

A une autre question sur l'annulation d'un quota de 400 logements AADL destiné aux citoyens de la commune de Chekfa (w.Jijel), M. Nasri a fait savoir que cette décision avait été prise suite aux résultats des enquêtes menées sur le nombre de souscripteurs éligibles à cette



formule. «Dans le cadre du programme national des logements AADL estimés à 560 000 unités, la wilaya de Jijel a bénéficié de 7 761 logements inscrits sur plusieurs tranches dont la dernière remonte à 2019, pour lesquels les sites de réalisation ont été déjà choisis y compris Chekfa où 200 unités sont prévues», précise le ministre. Suite aux résultats des enquêtes ayant fait état d'un excédent de 400 unités, il a été procédé à l'annulation de la réalisation de 200 logements à Chekfa et de 200 autres à Taxenna, outre 24 unités dans la commune de Kaous, a détaillé

M. Nasri qui a annoncé l'affectation des souscripteurs concernés dans d'autres communes de la wilaya de Jijel. Répondant à une question de la députée Badra Farkhi ayant exigé l'octroi de logements aux cadres dans leurs communes d'origine, le ministre a indiqué que son secteur avait découvert des déclarations fausses ou mensongères de la part de plus de 400 souscripteurs dans la wilaya, ce qui a incité les autorités à procéder à la domiciliation des différentes tranches de ce programme en fonction des besoins exprimés au niveau des communes, ajoutant que le traite-

ment de ce problème nécessitait la mise en place d'un nouveau programme en faveur de l'agence ADDL dans la commune de Chekfa, vu le nombre suffisant de logements en cours de réalisation. S'agissant des logements AADL réalisés souffrant de l'absence de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD) et d'autres structures notamment à El Aouana, Mezghitane et autres, M. Nasri a reconnu l'existence de plusieurs problèmes de raccordement auxquels son secteur s'attelle à leur traitement d'ici la fin de l'année en cours.

M. B.

BAC 2020

Portes ouvertes pour les inscriptions universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé, jeudi dernier à Alger, que la procédure d'orientation, de préinscription et d'inscription définitive des nouveaux bacheliers de cette année «se fera exclusivement suivant le mode numérique». S'exprimant lors de la signature de la circulaire ministérielle relative à l'orientation et l'inscription des bacheliers de 2020, le ministre a précisé que la procédure d'orientation, de préinscription et d'inscription définitive «se fera exclusivement en mode numérique», ajoutant qu'«outre les procédures effectuées suivant ce mode, la prochaine rentrée universitaire verra l'organisation de portes ouvertes exclusivement en ligne avec activation du mécanisme e-paiement pour les droits d'enregistrement». Pour les nouveaux bacheliers, il a été décidé, à l'exception des branches des sciences médicales, l'annulation de la moyenne nationale dans les branches des sciences et techniques des activités physiques et sportives, les Ecoles normales supérieures (ENS), les sciences vétérinaires

et les sciences politiques. Il s'agit également de prendre en charge les candidats qui ont échoué aux examens d'accès aux ENS et aux instituts des sciences et techniques des activités physiques et sportives, en les orientant automatiquement vers leur choix suivant non subordonné à l'examen dans le cadre du respect des moyennes minimales. Il sera adopté 6 choix au minimum et 10

autres au maximum, à condition que deux choix au moins concerneront des formations de licence à inscription locale ou régional. Cette étape, qui sera lancée après connaissance des moyennes minimales pour accéder aux différentes formations, ne concerne que les bacheliers qui n'ont obtenu aucun choix à la suite de la première étape. Il sera accordé à cette catégorie

une deuxième chance à travers les 6 choix disponibles, à condition que deux choix au moins concerneront la formation de licence à inscription locale ou régionale et ce, en tenant en compte les moyennes minimales pour accéder aux différentes formations. A été maintenue la même procédure d'orientation des lauréats avec mention excellent, ainsi que l'annulation

de la condition relative à la circonscription géographique. Concernant les bacheliers retenus dans les classes préparatoires des écoles supérieures, les concours d'accès au deuxième cycle au niveau de ces écoles seront limités au classement conformément à la loi d'orientation de l'Enseignement supérieur, a ajouté le ministre.

Sabrina M.

Développement des zones d'ombre

La promotion des populations, un impératif

Le développement des zones d'ombre passe par la promotion de leurs habitants et du milieu dans lequel ces derniers vivent, a affirmé, jeudi dernier à Ain Defla, le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre Brahim Merrad. «Il est absolument nécessaire de promouvoir les habitants vivant dans les zones d'ombre et le milieu dans lequel ils vivent si l'on veut assurer le développement de ces régions», a insisté M. Merrad au cours de sa discussion avec des habitants des régions enclavées des communes de Ain Defla, El Mayenne et Ain Soltane, lors de sa visite dans ces régions. En mettant l'accent sur l'intérêt accordé par le président de la République à la promotion des zones d'ombre et de la

nécessité que les citoyens y vivent dans la dignité, il a fait part de la détermination des pouvoirs publics à assurer les conditions à même de permettre une vie décente aux habitants de ces régions. «Dès lors que vous avez accepté de continuer, vous et votre progéniture, à vivre au niveau de ces régions alors que certains auraient pu s'établir dans les villes en exacerbant les difficultés quotidiennes, fait qu'il est on ne peut plus légitime de vous faire bénéficier des commodités les plus élémentaires à l'instar, notamment, de l'approvisionnement en eau potable, la réalisation de routes praticables, le raccordement au réseau de gaz naturel, l'amélioration des conditions de scolarité ainsi que les prestations sanitaires», a-t-il soutenu. Outre la fixa-

tion de la population dans son milieu originel, cette démarche est de nature à lui permettre de s'adonner à ses activités de prédilection à l'instar notamment de l'agriculture et l'élevage, a-t-il fait remarquer. Pour M. Merrad, le programme de développement des zones enclavées ira jusqu'à son terme, signalant qu'une région est classée zone d'ombre dès lors qu'elle présente un déficit «criard» en matière de disponibilité de commodités les plus élémentaires. Il a, par ailleurs, fait part de sa détermination à se rendre à toutes les zones enclavées en vue d'en évaluer les besoins, invitant la population de ces régions à fixer leurs doléances selon l'ordre des priorités.

Farouk F.

La musique rock l'inspire encore

«Chouf», nouvel album de Sidi Bemol

■ Enregistré avec la complicité du guitariste anglais Justin Adams, Sidi Bemol revient avec un nouvel album intitulé «Chouf». Un double concert est déjà programmé les 24 et 25 septembre au studio de l'Ermitage à Paris pour présenter cet album au public. A propos du titre de l'album, le leader du groupe, Hocine Boukella, a déclaré qu'«il faut ouvrir les yeux et voir loin, d'abord pour limiter les dégâts et ensuite pour inventer un nouvel avenir, un nouvel espoir, créer une nouvelle dynamique, un nouveau lien pour l'humanité». Un hommage au défunt artiste Rachid Taha est rendu par Sidi Bemol dans cet album.

Par Abia Selles

La chanson «Chouf» de Sidi Bemol est une des chansons de son nouvel album qui porte le même titre. Diffusé sur la chaîne YouTube, cette chanson est vue par plus de quatre mille personnes depuis sa mise en ligne le 29 août dernier. En effet, Sidi Bemol revient cette année avec cet album parce qu'«il faut ouvrir les yeux et voir loin, d'abord pour limiter les dégâts et ensuite pour inventer un nouvel avenir, un nouvel espoir, créer une nouvelle dynamique, un nouveau lien pour l'humanité», explique son leader, Hocine Boukella, à la presse. Pour lui, le monde a changé, les valeurs ont changé et les idées ont changé dans le monde entier, alors il appelle les gens à prêter attention, à remarquer ce changement et à y penser profondément. Un hommage est rendu dans cet album à l'artiste défunt Rachid Taha.

Sur le choix de la musique rock pour ce nouvel album, Hocine Boukella a déclaré : «J'aime toutes les musiques, mais c'est le rock qui m'a donné envie de faire de la musique, c'est le rock qui m'a donné envie de m'exprimer et qui m'a appris à dire ce que je pense».

A propos des treize chansons de l'album, Hocine Boukella explique qu'elles «parlent de notre époque, de nous tous, elles parlent d'arbres qui cherchent à fuir les bûcherons, de ronds-points sans issue, du Dieu de la pluie, des politiciens, des religieux, elles parlent de l'Algérie et du monde car tout ce qui arrive en Algérie, bon ou mauvais, finit par arriver dans le monde entier».

Optimiste comme d'habitude, Hocine Boukella déclare qu'il est «très impatient de remonter sur scène. J'espère que le public sera là même s'il



est masqué. Nous ne verrons pas les gens chanter, ils ne danseront peut-être pas autant

qu'avant, il n'y aura pas la même chaleur que d'habitude, mais tant pis, ça sera quand même

une fête». Il sera accompagné de Eric Rakotoarivony à la basse, Abdenour Djemai à la

guitare et enfin Maamoun Dehane à la batterie.

A. S.

«Béjaïa, terre des lumières» de Rachik Bouanani Un regard sur le patrimoine de la ville

Un nouvel ouvrage entièrement dédié à la ville de Béjaïa, son histoire, ses sites touristiques et son patrimoine culturel matériel, a été récemment publié sous forme de beau-livre, intitulé «Béjaïa, terre de lumières», par le talentueux photographe Rachik Bouanani qui propose de redécouvrir cette ville depuis l'antiquité.

Ce livre de 255 pages à la croisée des chemins entre le carnet de voyage, le guide détaillé et le récit historique a été élaboré par les éditions «Colorset».

Ce récit photographique de haute qualité et accompagné de textes détaillés et référencés s'in-

téresse d'abord à la Béjaïa antique, depuis ses nécropoles préhistoriques du village d'Ibarissen jusqu'à la période byzantine en passant par le comptoir phénicien de la baie des Aiguades, la ville romaine de Saldæ et l'invasion vandale.

Les vestiges des thermes romains de Tubusuptu, de l'aqueduc de Nonius Datus et des citernes d'Al Arouia, constituent l'essentiel des photos de cette période, en plus de cartes géographiques modélisant les différentes invasions et changements dans la région.

Considérant que la ville s'est dressée comme métropole

régionale du temps du sultan hammadite Al Nassir, Rachik Bouanani explique le mouvement des différentes dynasties fatimide, ziride, almohade, hafside, zianide et mérinide et les empreintes de chacune d'elles sur cette ville, à travers des clichés des fortifications bâties à chaque époque, des portes de la ville et des mosquées Sidi Soufi et Ibn Toumi. L'objectif du photographe s'intéresse particulièrement aux fortifications maritimes du parc naturel de Gouraya et propose ainsi des clichés d'une rare beauté de sites comme le cap Carbon et son phare naturel, le pic des singes et son belvédère

perché à 420m d'altitude, le fort Gouraya bâti par les espagnols au XVI^e siècle, la pointe noire, ou encore le cap Bouac.

L'auteur propose également la découverte en images de la Casbah espagnole, du fort Moussa, des lieux de culte de la ville et de ces principaux sites de villégiature, en plus de répertoire également la plupart des plages de Béjaïa. Le lecteur est également invité à rencontrer les habitants par le biais de portraits spontanés de bougiotes croisés au hasard.

En plus de la qualité remarquable des photographies et de l'impression, l'ouvrage se distingue par l'originalité des points de prise de vue mais aussi par le choix des sites mis en valeur qui sortent du circuit touristique habituel de la ville et invite le lecteur à redécouvrir les lieux.

Nouveauté notable pour ce type d'ouvrage, «Béjaïa, terre de lumières» propose une passerelle vers les nouvelles technologies et fournit les coordonnées GPS de chacun des sites photographiés afin que le lecteur puisse facilement s'y rendre, et des QR codes qui, une fois scannés, renvoient à des photos et vidéos explicatives de chacun des chapitres du livre.

Photographe et formateur établi au Canada, Rachik Bouanani est également l'auteur du livre «Dzair», sorti en 2014.

R. C.

L. B.

Festival de Saint-Sébastien en Espagne

L'évènement démarre avec des films repêchés de Cannes

Le Festival international du film de Saint-Sébastien s'est ouvert vendredi en Espagne avec moins de stars mais plusieurs films n'ayant pu être présentés à Cannes, dont l'édition 2020 a été annulée en raison de la pandémie.

Ce festival se tient jusqu'au 26 septembre sur fond de deuxième vague de Covid-19 en Espagne, ce qui a entraîné un renforcement des mesures sanitaires. Le port du masque y sera donc obligatoire «à tout moment», le nombre de spectateurs n'atteindra que 40 à 60 % de la capacité habituelle, et le public sera exclu des très populaires arrivées de stars sur le tapis rouge, réservées aux seuls photographes, ont annoncé les organisateurs.

Les restrictions de voyage empêchent

nombre de cinéastes de venir présenter leurs films, à commencer par l'américain Woody Allen, dont le dernier opus, «*Rifkin's Festival*», a été projeté vendredi soir en première mondiale.

La cité basque accueillera aussi 17 films initialement programmés sur la Croisette, dont six en compétition officielle pour la Coquille d'or, la plus haute récompense. Parmi eux, les amours adolescentes d'«*Été 85*», du Français François Ozon, le drame familial «*True mothers*» de la japonaise Naomi Kawase et «*Drunk* (Another Round)», histoire d'une expérience éthylie entre professeurs, du Danois Thomas Vinterberg.

Le président du jury sera cette année l'Italien Luca Guadagnino, qui présentera

hors compétition sa série «*We are who we are*», sur deux adolescents en quête de leur identité sexuelle.

Comme lors des précédentes éditions, le festival fera une large place aux séries, avec le très attendu «*Patria*», adaptation pour HBO du best-seller de Fernando Aramburu sur la vie bouleversée de familles touchées par les violences d'ETA, alors que Saint-Sébastien fut l'une des villes les plus touchées par les attentats de l'organisation séparatiste dissoute.

L'acteur américain Viggo Mortensen, 61 ans, recevra jeudi le prix Donostia pour l'ensemble de sa carrière, lors d'une soirée au cours de laquelle sera projeté «*Falling*», son premier film comme réalisateur.



Venezuela

Nouvelle passe d'armes entre Washington et Caracas

■ Le Président vénézuélien Nicolas Maduro a «anéanti» son propre peuple et «doit partir», a affirmé, vendredi, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, s'attirant une riposte cinglante du dirigeant socialiste qui l'a accusé d'être un «va-t-en-guerre».

Par Rosa C.

En tournée pour quatre jours en Amérique du Sud, le chef de la diplomatie américaine était vendredi au Guyana et au Brésil, deux pays limitrophes du Venezuela. Visitant un camp de réfugiés vénézuéliens dans la ville brésilienne de Boa Vista (nord-ouest), il a mis l'accent sur la situation difficile des quelque 5 millions de Vénézuéliens qui ont fui leur pays.

«Les gens avec qui j'ai parlé ne veulent qu'une chose, c'est rentrer chez eux, dans un Venezuela démocratique, apaisé et souverain, où leurs enfants peuvent travailler», a déclaré le secrétaire d'État.

Puis tôt dans la journée, M. Pompeo a estimé, lors d'une conférence de presse avec le président du Guyana Irfaan Ali, que «le régime de Maduro a anéanti le peuple du Venezuela» et que «Maduro est un narcotrafiquant sous le coup d'une inculpation. Cela signifie qu'il doit partir». Washington, tout comme près de soixante autres pays, reconnaissent le leader de l'opposition Juan Guaido, président

du Parlement qui s'est autoproclamé début 2019 président par intérim. Ce dernier qualifie Nicolas Maduro d'«usurpateur» et de «dictateur» depuis la présidentielle «frauduleuse» de 2018 qui lui a permis de se maintenir au pouvoir.

Washington exerce sur le régime vénézuélien une pression économique et diplomatique de plus en plus forte à coups de sanctions pour tenter de l'évincer. En mars dernier, le ministère américain de la Justice a ainsi inculpé Nicolas Maduro et plusieurs de ses proches pour «narco-terrorisme». Et le mois dernier, les États-Unis ont saisi la cargaison de quatre tankers qui transportaient du pétrole iranien à destination du Venezuela.

Au Brésil, M. Pompeo et son homologue brésilien Ernesto Araujo ont répété leur soutien à M. Guaido. «Il ne s'agit pas seulement de soutenir un jeune et courageux leader, il s'agit aussi de soutenir la Constitution vénézuélienne et ses autorités légitimes», a insisté M. Araujo.

Mais Nicolas Maduro continue de jouir du soutien de l'armée, clef de voûte du système

politique vénézuélien, ainsi que de Cuba, de la Russie et de la Chine, autant d'éléments qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir. Et le président du Venezuela ne s'est pas privé de répondre au secrétaire d'État américain, estimant que «la tournée va-t-en-guerre» de M. Pompeo en Amérique latine avait «échoué». «Mike Pompeo mène une tournée va-t-en-guerre contre le Venezuela mais cela se retourne contre lui. Il a échoué dans toutes ses tentatives pour que les gouvernements du continent s'organisent et fassent la guerre au Venezuela», a déclaré M. Maduro à la télévision.

Mike Pompeo a débuté sa tournée au Suriname, avant d'aller au Guyana voisin puis au Brésil, où il a aussi rencontré le président d'extrême droite Jair Bolsonaro. Le secrétaire d'État américain est attendu ensuite en Colombie, dont le gouvernement soutient également la politique américaine à l'encontre du Venezuela.

Caracas prévoit d'organiser des élections législatives le 6 décembre, scrutin boycotté par une partie de l'opposition.

L'Union européenne et plusieurs États sud-américains ont demandé au président vénézuélien de retarder le scrutin, une possibilité rejetée par M. Maduro qui estime la chose «impossible»



PH. > D. R.

pour des raisons constitutionnelles.

Caracas avait invité, le 2 septembre, l'ONU et l'UE à envoyer des observateurs aux législatives. Mais le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Josep Borrell, a plaidé pour un report, estimant que les conditions pour l'envoi d'une mission d'observation n'étaient pas réunies.

Le ministère brésilien des Affaires étrangères a pour sa part appelé la communauté internationale à ne pas soutenir ces élections, convoquées par «le régime dictatorial» de Nicolas Maduro, à l'origine de «possibles

crimes contre l'Humanité», citant un récent rapport de l'ONU.

«Le Brésil considère qu'un régime comme celui de Maduro n'a aucune légitimité pour appeler à un processus électoral équitable», a estimé le ministre dans un communiqué.

Une équipe d'enquêteurs de l'ONU a assuré mercredi dans un rapport avoir trouvé des preuves de crimes contre l'humanité au Venezuela et dit avoir de «bonnes raisons de penser que le président ainsi que le ministre de l'Intérieur et celui de la Défense ont ordonné ou contribué à commanditer les crimes avérés».

R. C.



Commentaire

Discussions

Par Fouzia Mahmoudi

A lors que Washington communique depuis plusieurs semaines sur ses réussites diplomatiques au Moyen et Proche-Orient où de nombreux pays ont normalisé leurs relations avec l'État d'Israël, les discussions avec la Corée du Nord semblent au point mort. Pourtant, lors de la première partie de son mandat Donald Trump avait semblé miser beaucoup sur une réussite diplomatique exceptionnelle avec Pyongyang, cette puissance nucléaire qui a menacé à des dizaines de reprises les États-Unis d'une attaque annihilant la puissance américaine. Mais aujourd'hui le chef de la diplomatie du président républicain, Mike Pompeo, a reconnu que les négociations avec la Corée du Nord de Kim Jong Un si elles n'avaient pas permis les progrès escomptés, se poursuivaient sous forme de discussions en coulisses. «Nous espérons pouvoir faire plus de progrès, que le président Kim prendrait une autre direction, mais je reste optimiste», a-t-il déclaré lors d'un entretien avec le cercle de réflexion Atlantic Council. «Il ne se passe plus rien en public, mais il y a toujours énormément de travail qui continue, entre nous et nos alliés dans la région, les Japonais, les Sud-Coréens, et il y a même des efforts avec les Nord-Coréens pour qu'ils comprennent qu'il y a une occasion à saisir», a-t-il ajouté. Après une dangereuse escalade des tensions au début de son mandat, le président américain Donald Trump a créé la surprise en acceptant en 2018 un sommet historique avec Kim Jong Un. Mais malgré trois rencontres, aucun progrès n'a été réalisé en matière de dénucléarisation de Pyongyang. Et les discussions sont désormais officiellement à l'arrêt depuis de nombreux mois. Donald Trump continue néanmoins de vanter son entente avec le dirigeant nord-coréen comme l'un des acquis de sa présidence. Aujourd'hui, Trump médiatise autant que possible ses succès diplomatiques auprès de nombreux pays arabes, mais continue à être distancé par Joe Biden, le candidat démocrate de 78 ans. L'annonce d'une réussite des négociations avec Pyongyang apporterait un second souffle à sa campagne présidentielle et lui permettrait de se présenter comme le premier président américain à accomplir l'exploit de dompter le régime communiste. Si au contraire rien de positif ne venait du côté de la Corée du Nord, cela restera une tache sur le mandat du président républicain qui avait promis, encore et encore, qu'il serait celui qui ferait cesser les hostilités entre Washington et Pyongyang.

F. M.

Pérou

Le Président Vizcarra échappe à la destitution

Le Président péruvien Martin Vizcarra a échappé à la destitution pour «incapacité morale», ses adversaires n'étant pas parvenus à rassembler le nombre de voix suffisant pour le renverser vendredi au Parlement.

Les voix de 87 parlementaires sur les 130 qui composent le Parlement monocaméral du Pérou étaient nécessaires pour destituer le président de centre-droit, au pouvoir depuis 2018.

A l'issue de dix heures de débat, seuls 32 députés se sont prononcés pour entériner la procédure de destitution pour «incapacité morale», initiée la semaine dernière par ce même Parlement, à la suite d'accusations de manipulation de témoins dans une enquête pour des soupçons de corruption.

L'affaire porte sur l'embauche d'un chanteur par le ministère de la Culture, la justice soupçonnant l'artiste d'avoir bénéficié d'un contrat de complaisance.

Des enregistrements audio dans lesquels M. Vizcarra demande à des témoins de mentir avaient précipité le vote d'une motion du Parlement, 65 parlementaires, sur les 52 requis, ayant demandé d'enclencher la procédure de destitution.

«La rapidité avec laquelle ce processus a été mené reflète une crise des institutions qui discrédite davantage le système démocratique aux yeux du peuple», a déclaré à l'AFP l'analyste politique Augusto Alvarez Rodrich.

A l'ouverture des débats vers 10h00 locales (15h00 GMT), M. Vizcarra s'est rendu au Parlement pour plaider sa cause, bien qu'il n'y soit pas tenu par la loi : «Je ne pars pas, je ne l'ai pas fait avant et je ne vais pas le faire maintenant», a-t-il déclaré.

Mais il s'est ensuite retiré, laissant la parole à son avocat, M' Roberto Pereira, qui a demandé «le rejet» de la procédure «car elle souffre d'un manque de caractérisation des faits».

Pour la parlementaire conservatrice María Teresa Céspedes, la révocation se justifiait car «le président a menti à la population». Cette crise politique ne souffre pas de différences idéologiques, puisque le président et la majorité parlementaire sont tous deux de centre-droit. Elle se résume, selon les analystes et aux yeux de la population, à une simple lutte de pouvoir, avec la polémique autour du contrat du chanteur pour prétexte.

«Les politiciens devraient se concentrer sur d'autres choses qui sont beaucoup plus importantes, à savoir la situation économique et la pandémie», regrettait David Gonzalez, un travailleur indépendant de 53 ans.

Pendant que le Congrès débattait de son avenir, M. Vizcarra s'est rendu dans la ville de Trujillo, dans le nord du pays, où il a appelé les parlementaires à «travailler ensemble pour (...) le peuple, pour les jeunes qui exigent des politiciens qu'ils arrêtent de se battre et que le Pérou passe avant tout».

«Personne n'en sort gagnant, car la population a bien compris qu'il y a une lutte politique alors que la pandémie tue des Péruviens et que le pays est plongé dans un chômage effrayant qui ne se redressera que dans cinq ans», a ajouté l'analyste politique.

Selon un sondage rendu public mardi, 80 % des Péruviens pensaient que le M. Vizcarra, 57 ans, devait rester au pouvoir. Le soutien dont il jouit s'explique notamment par son intransigeance à l'égard du Parlement, à l'inverse de ses prédécesseurs, et par sa croisade anti-corruption.



À partir d'aujourd'hui

L'Italie autorise 1 000 spectateurs dans les stades

UN MILLIER de personnes pourront assister à toutes les compétitions sportives en plein air en Italie à partir d'aujourd'hui, a annoncé, vendredi, le ministre des Sports, Vincenzo Spadafora, à la veille de la reprise du championnat de football.

«A partir des demi-finales et finale du tournoi de tennis de Rome, prévues aujourd'hui et demain, un millier de spectateurs pourront assister à toutes les compétitions sportives qui se dérouleront en extérieur et qui respecteront scrupuleusement les règles sanitaires», indique le ministre dans un message écrit.

Pour pouvoir ouvrir partiellement, les organisateurs des événements sportifs devront respecter les «règles prévues

pour l'espacement, les masques, les réservations de places», précise Vincenzo Spadafora. Pour ce dernier, c'est «un premier pas, mais un pas significatif vers un retour à la normale du sport, que nous espérons pour bientôt».

Les organisateurs du Masters 1000 de Rome avaient dénoncé une «énorme injustice» de devoir jouer à huis clos, alors que Roland-Garros, qui débute dans moins de dix jours, pourra accueillir des spectateurs.

Dans le football, les clubs, économiquement asphyxiés par l'arrêt des compétitions au printemps et l'absence de public, réclamaient aussi une réouverture progressive des stades.

H. Y.

Foot/ Premier League

Thiago Alcantara à Liverpool

LE MILIEU de terrain espagnol, Thiago Alcantara, rejoint Liverpool, après sept ans passés au Bayern Munich, a annoncé, vendredi, le champion d'Angleterre.

Le joueur de 29 ans, vainqueur de la Ligue des champions cet été avec le Bayern, a signé un «contrat de longue durée», a précisé Liverpool. Le montant du transfert s'élèverait à 26 millions d'euros, selon les médias britanniques. «C'est un sentiment incroyable. J'attendais ce moment depuis longtemps et je suis très heureux d'être ici», a déclaré Thiago au site web de Liverpool. L'Espagnol, qui portera le N.6 chez les Reds, entend obtenir le même succès en Angleterre qu'en Allemagne. «Quand les années passent, vous essayez de gagner autant que vous le pouvez et quand vous gagnez, vous voulez gagner encore plus (...) Je veux atteindre tous les objectifs, gagner autant de trophées que

possible», a-t-il avancé.

Fils de l'ancien international brésilien Mazinho et frère de Rafael Alcantara, Thiago a débuté au FC Barcelone où il a remporté notamment trois Ligas et une Ligue des champions (2011).

Arrivé au Bayern en 2013, il a ajouté à son palmarès 7 titres de champion d'Allemagne, trois Coupes nationales et décroché une nouvelle Ligue des champions le mois dernier.

Fin juin, les médias allemands avaient révélé les envies d'ailleurs du milieu de terrain qui n'avait pas souhaité prolonger son contrat avec le club bavarois.

Formé à la Masia du Barça, Thiago se distingue par son aisance technique, sa vista et ses qualités de récupérateur et dribbleur. Avec Thiago Alcantara, Liverpool s'offre sa 2^e signature de l'été, après celle du latéral grec Kostas Tsimikas.

H. N.

Masters 1000 de Rome

Rafael Nadal déroule pour aller en quarts

RAFAEL NADAL a déroulé un jeu déjà bien huilé, malgré ses six mois sans compétition, pour se qualifier pour les quarts de finale du Masters 1000 de Rome aux dépens du Serbe Dusan Lajovic (6-1, 6-3) vendredi.

Ses premiers signes de fatigue, l'Espagnol les a montrés quand on pensait le match plié à 4-0 dans la seconde manche. Il lui a alors fallu alors resserrer la vis alors que le Serbe, 25^e mondial, venait de prendre trois jeux de suite.

Mais à part ce petit coup de mou final, qui lui laisse une marge de progression dans l'optique de Roland-Garros qui débute dans moins de dix jours, le Majorquin a plutôt donné l'impression d'avoir déjà trouvé la bonne carburation. Nadal dispute à Rome son premier tournoi depuis plus de

six mois, en raison de l'interruption des compétitions due à la pandémie de coronavirus et sa décision de ne pas disputer les tournois aux Etats-Unis, fin août et début septembre.

En quart de finale, hier, il devait rencontrer l'Argentin Diego Schwartzman (tête de série N.8) qui a battu le Polonais Hubert Hurkacz.

Djokovic file en quarts

Le joueur de tennis serbe, Novak Djokovic, s'est qualifié vendredi pour les quarts de finale du Masters 1000 de Rome en battant son compatriote Filip Krajinovic (7-6, 6-3).

A moins de dix jours de Roland-Garros, exceptionnellement décalé à l'automne en raison du Covid-19, le N.1

Mondial-2022/Qualifs sélection argentine Avec Messi mais sans Di Maria ni Agüero

■ La sélection argentine va disputer ses deux premières journées des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2022 avec sa star barcelonaise Lionel Messi, mais sans ses attaquants Angel Di Maria et Sergio Agüero, a annoncé, vendredi, la fédération.



Par Racim S.

L'Argentine débute contre l'Equateur le 8 octobre dans la Bombonera de Buenos Aires, entre de Boca Juniors. L'autre rencontre sera disputée 5 jours plus tard dans les hauteurs andines de La Paz, à plus de 3 500 m au-dessus du niveau de la mer, le 13 octobre contre la Bolivie.

Messi, après son épisode mouvementé de l'été et ses envies de départ de Barcelone, aura l'occasion d'aller se changer les idées avec la sélection.

Lui qui était sous le coup d'un match de suspension pour son expulsion lors du match pour la troisième place de la Copa America Brésil-2019 contre le

Chili, a vu sa peine annulée pour prescription plus d'un an après les faits. Forfait avec Manchester City pour la reprise du club lundi en Premier League, Sergio Agüero, qui a manqué la fin de la saison dernière pour une blessure à un genou et n'a pas repris l'entraînement collectif, n'a logiquement pas été retenu.

La non-sélection du Parisien Angel Di Maria, qui a joué mercredi avec le Paris SG reste, pour l'heure, sans explication.

Outre Messi, l'attaque argentine aura tout de même fière allure avec les convocations des «Italiens» de la Juve, Paulo Dybala, et de l'Inter, Lautaro Martinez. Ces convocations surviennent après l'annonce de la liste des joueurs brésiliens et au

lendemain de l'autorisation par la Confédération sud-américaine (Conmebol) pour les joueurs sud-américains évoluant dans des clubs européens de rejoindre leurs sélections pour ces deux premiers matches.

Cette sélection argentine n'est pas définitive et sera complétée avec les convocations de joueurs évoluant dans le championnat national.

La tenue des deux premières journées des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2022 était longtemps restée en suspens, en raison de la pandémie qui continue de faire des ravages en Amérique du Sud et commence à revenir en force dans certains pays européens.

R. S.

France

Lyon accroché par Nîmes 0-0

Lyon a concédé le match nul 0-0 à domicile face à Nîmes en ouverture de la 4^e journée de Ligue 1 vendredi, enchaînant un troisième match sans victoire.

Déjà tenu en échec à Bordeaux (0-0) et battu à

Montpellier (2-1), l'OL (10^e), qui évoluait sans Houssein Aouar (suspendu), mais avec les jeunes Rayan Cherki et Melvin Bard titulaires, n'a pas su rectifier le tir face aux Nîmois (12^e).

Y. N.

Allemagne

Le Bayern Munich écrase Schalke 8-0 en ouverture de la Bundesliga

LE BAYERN Munich a envoyé vendredi en ouverture de la Bundesliga un message glaçant pour tous ses futurs adversaires, allemands et européens, en dynamitant Schalke 8-0, avec notamment un triplé de Serge Gnabry. Ce score va probable-

ment placer les Bavarois, qui jouaient à huis clos, en tête dès la première journée. Le vice-champion Dortmund devait affronter hier le Borussia Mönchengladbach, dans le premier choc de ce championnat 2020-2021.

M. L.

O. B.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

10 millions de dollars transférés à un cabinet de lobbying américain

Ouverture d'une information judiciaire contre Ali Haddad

LE PARQUET de Sidi M'hamed a ouvert une information judiciaire dans le cadre de l'affaire Ali Haddad relative à la transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying. «Dans le cadre de l'affaire Haddad Ali relative à la transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Sidi M'hamed contre le sus-indiqué ainsi que la dénommée Sabrina Ben», a précisé le communiqué du parquet général près la cour d'Alger. La même source a affirmé que «le juge d'instruction en charge de ce dossier a délivré des commissions rogatoires».

Pour rappel, le parquet général près la cour d'Alger a annoncé, début août, l'ouverture d'une enquête préliminaire suite aux informations relayées par certains titres nationaux au sujet d'un contrat conclu par des représentants du prévenu Ali Haddad avec une société américaine d'un montant de 10 millions de dollars. L'enquête préliminaire, ouverte conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, vise à «déterminer les circonstances de la conclusion de ce marché et en définir le véritable objectif», a précisé le parquet d'Alger dans un communiqué.

En fait, des médias ont rapporté que l'ancien président du FCE a chargé ses représentants de conclure un contrat avec la société

américaine Sonoran Policy Group, une firme de lobbying fondée par Robert Stryk. Ce dernier avait occupé le poste de conseiller du président Donald Trump, lors de sa campagne présidentielle en 2016. L'information a été publiée le 29 juillet dernier par le média indépendant américain Foreign Lobby. L'accord entre l'homme d'affaires algérien et le lobbyiste a été conclu le 26 juillet dernier, et il court jusqu'au 25 juillet 2021. Il est paraphé, pour le compte de Ali Haddad, par une personne s'identifiant sous le nom de Sabrina Ben, résidant à Paris, se présentant comme étant «une conseillère principale de Ali Haddad». Le contrat en question porte sur «la fourniture des services de conseil aux entreprises et aux particuliers» ainsi que «d'autres services sur une base conventionnelle».

Faut-il rappeler, par ailleurs, que Ali Haddad, ancien patron des patrons et P-DG du groupe ETRHB, a été condamné par le tribunal de Sidi M'hamed à 18 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA et la saisie de ses biens. Il a été poursuivi, avec d'autres accusés, pour plusieurs chefs d'accusation dont l'obtention de privilèges, d'avantages et de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts et corruption dans la conclusion de marchés publics.

Aomar Fekrache

Baisse des cas de coronavirus en Algérie



Djalou@hotmail.com

Marché des fruits et légumes

Une légère baisse des prix mais...

■ Les prix de la plupart des fruits et légumes se sont stabilisés autour de proportions plus au moins fixes. Néanmoins, cette tendance reste en-deçà des attentes des consommateurs, particulièrement ceux dont les bourses sont les plus modestes.

Par Meriem Benchaoua

Les prix qui ont flambé depuis quelques semaines ont connu une légère baisse. Toujours est-il qu'ils restent exagérés et inaccessibles pour les citoyens. Les produits agricoles sont particulièrement chers et la mercuriale est loin de satisfaire le consommateur. Tout un arsenal d'outils a été mis en place pour prévenir ces fluctuations des prix, et pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo. Des citoyens rencontrés n'ont pas été avertis en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. «Certes, les prix n'ont pas augmenté, mais ils sont déjà assez élevés», affirme un père de famille. Le constat est sans appel, il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. En effet, de nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spé-

culatation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Un des vendeurs nous a affirmé que tout se passait au marché de gros. Les maraîchers cèdent leurs marchandises à des prix bas mais les grossistes s'arrangent toujours pour faire flamber les prix. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquisser sa bourse. Une virée dans quelques marchés de la capitale confirme cette orientation générale. Pour les légumes, et mise à part une stabilité de la pomme de terre et l'oignon disponibles à profusion pour 40 DA le kg en raison d'une bonne récolte, tous les autres produits sont relativement chers. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 100 DA/kg et la laitue était cédée à 120DA. Les navets et les carottes étaient vendus entre 80 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Les haricots verts entre 200 et 220 DA, les poivrons entre 100 et 120 DA, le piquant à 150 DA, les betteraves à 100 DA, les carottes à 80

DA, l'aubergine entre 60 et 80 DA et les courgettes à 100 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 240 et 260 DA le kg, les raisins entre 180 DA et 250 DA, selon la variété, les poires et les pommes à 150. Le melon et la pastèque sont à 85 DA et les figues entre 300 et 350 DA. La viande est également hors de prix et est proposée à 1 500 DA et l'agneau à 1 400 DA. Le poulet s'affiche entre 220 et 260 DA le kilo et la dinde à 700 DA. Approché, un autre père de famille dira : «Quand le citoyen va au marché, il reste stupéfait. Comment un simple fonctionnaire peut vivre ou nourrir ses enfants ?». Selon lui, «cette situation est due à l'absence de contrôle. On apprend par-ci par-là que l'Etat a mis en place des cellules de lutte contre la fraude, mais la réalité est qu'il n'y a pas de suivi sur le terrain puisque les commerçants n'en font qu'à leur tête». Une autre citoyenne témoigne : «La situation est déplorable, car on est en train de survivre et l'Etat ne fait rien pour y remédier».

M. B.

Même si la date exacte de la rentrée n'a pas été fixée

Les articles scolaires envahissent les marchés à des prix élevés

À u niveau des librairies, des rues principales d'Alger ou dans les grandes surfaces, on ne retrouve que ça : tabliers, cahiers, cartables, trousse de toutes formes et couleurs. Même si les prix proposés sont trop élevés, certains parents achètent en prévision de la rentrée scolaire dont la date exacte n'a pas encore été fixée.

À la place des Martyrs, au niveau de la rue commerçante de Meissonier, à Clauzel et au niveau des différents marchés de la capitale, les étals de fortune proposant des articles scolaires inondent les rues et

rivalisent d'ingéniosité pour attirer le plus grand nombre d'acheteurs en criant haut les prix des différents articles proposés à des prix qu'ils disent raisonnables.

Mais au point de vue des citoyens, les prix proposés sont loin d'être raisonnables. En effet, selon Mahmoud, père de deux filles scolarisées en deuxième et cinquième années primaires, «pour le moment, je n'ai encore rien acheté. Je me contente de faire le tour des librairies et des espaces commerciaux pour avoir une idée sur les prix des articles scolaires avant d'ache-

ter à mes deux filles. Du premier coup d'œil, les prix sont trop élevés cette année». Pour une mère de famille rencontrée devant une librairie à Alger-Centre : «Je suis vraiment surprise par la hausse des prix comparativement à la dernière rentrée des classes», nous dira notre interlocutrice, ajoutant que «pour cette année, et vu la situation exceptionnelle qu'on a traversée et que mon mari, chauffeur de bus interwilaya, n'a pas travaillé depuis le mois de mars dernier, je me contenterais d'acheter les cahiers et les stylos seulement et je vais récupérer les tabliers

et les cartables de l'année passée». En outre, les prix proposés dans les rues restent moins élevés que ceux proposés dans les librairies. Selon Malek, vendeur dans une librairie à la rue Didouche-Mourad, «cette différence entre nos prix et ceux proposés dans les étals des marchés se rapporte à la qualité du produit. Un produit de qualité ça se paye». Et d'ajouter : «Nous proposons un produit de qualité même si les prix sont jugés exagérés par certains. Mais ce sont des produits durables, comme ce sac au dos à 4 500 DA qui tiendra au moins une année, notam-

ment avec le nombre important de livres et de cahiers que l'élève est appelé à porter». Enfin, il est à noter que pour un tablier scolaire pour fille, il faut compter entre 800 DA et 2 200 DA et un tablier pour garçon entre 900 et 1 900 Da. Le prix des trousse changent selon la forme, la couleur et surtout l'attirance et oscillent entre 300 DA et 900 DA. Les sacs à dos sont proposés entre 1900 DA et plus de 4 000 DA. Face à ces prix affichés, une cliente ironise en déclarant : «Heureusement que l'école est gratuite».

Thinherine Khouchi